

CAPACITÉS D'AGIR

*Initiatives de projets, processus d'engagements progressifs,
participation à la vie locale, cheminements personnels...
Les jeunes ne manquent pas de capacités d'agir.*

CRÉER DES LIENS

Dans le cadre de la politique de responsabilisation des jeunes décidée par la Mutualité Sociale Agricole, un « appel à projets », destiné à soutenir des initiatives de jeunes, a été lancé en 2000 et renouvelé chaque année. Les réponses sont instructives.

Reposant sur les principes de participation des populations, d'actions de proximité, d'insertion sociale des jeunes, le dispositif tend à rendre les jeunes acteurs de leur territoire et à dynamiser les échanges entre générations. D'abord primés au niveau local, les projets lauréats participent ensuite à un concours national pour l'attribution de bourses de 1500 à 4000 euros.

Sur les quinze projets primés en 2003, les adolescents de 16 à 18 ans sont les plus présents. Le lieu d'action qu'ils ont choisi est majoritairement celui de leur milieu de vie, souvent étendu aux communes voisines. Des projets concernent aussi le milieu scolaire (1) voire l'Afrique ! Les groupes paraissent surtout se constituer à partir de liens territoriaux : village, petite ville ou quartier. Généralement mixtes, ils sont composés, dans près du tiers des cas, de jeunes scolarisés et d'autres en situation pré-professionnelle ou professionnelle.

Des actions de médiation

Les motivations énoncées par les jeunes montrent qu'ils se sentent très concernés par les problématiques de leur groupe social. Ainsi, à propos de la prévention des conduites à risques, disent-ils : « c'est un sujet qui nous touche...nous avons envie de faire bouger les choses » (toxicomanies) ; ils veulent aider les jeunes, leur « permettre d'être accompagnés » (aide aux devoirs), les « responsabiliser » (prévention des accidents de la route, conduite de projet).

Fréquemment, ils veulent faciliter les relations entre jeunes et plus âgés : « rétablir le dialogue » avec les adultes (activité et spectacle de danse), « rompre les a priori entre jeunes et adultes » (jeux inter-villages), « plaire à toutes les générations » (animation de la ville), « lutter contre l'isolement en milieu rural » (édition d'un journal). Ils cherchent également à favoriser les liens entre divers territoires : plusieurs villages, quartier urbain-milieu rural, villages et villes hors région, voire autres pays.

(1) Comme la prévention des toxicomanies auprès de jeunes d'un collège, pour le groupe qui a eu le premier prix.



Les jeunes souhaitent que s'établissent des liens plus satisfaisants entre groupes sociaux et générations différentes : « faire se rencontrer les populations autour des savoir-faire, ouvrir (l'activité) à toute la population du milieu rural » (patrimoine), « tisser des liens intergénérationnels, impliquer des personnes autres que les jeunes » (journal), « permettre un brassage des populations, avoir une reconnaissance réciproque » (aide aux devoirs), « intégration de jeunes d'origine maghrébine dans leur ville » (danse), « médiation de jeunes de quartiers difficiles » « décloisonner des jeunes » (métiers du spectacle).

Les projets visent des effets durables, notamment au niveau des dynamiques mises en place autour de problèmes de société : mobilisation élèves-parents-enseignants sur un risque fort (prévention des toxicomanies) à travers le lieu de rencontre créé, ou sensibilisation des habitants du monde rural à des problèmes d'autres milieux, comme la pauvreté en milieu urbain (2). Ils s'appliquent aussi à la vie locale : animation du village pour limiter la dispersion des jeunes vers les lieux de loisirs des grands centres urbains, ou animations destinées à créer une « solidarité entre les communes ».

Projets « utiles » aux autres et meilleure image des jeunes

Ces jeunes se montrent concernés par les problèmes de société (drogue, accidents de la route, échec scolaire, pauvreté dans les grands centres urbains, misère des peuples du Sud (3)...); ils veulent avoir une action bénéfique pour leur environnement (local pour se rassembler et organiser des activités). Leurs objectifs sont culturels (troupe de théâtre) et sociaux, comme la création d'un groupe de danse pour « donner une meilleure image de la ville et permettre aux jeunes de collaborer avec les structures sociales et administratives ».

Le souhait d'insuffler une dynamique sociale est souvent explicite. Ainsi, la mise en valeur d'éléments patrimoniaux est proposée non seulement pour en assurer la transmission, mais également pour « animer l'espace rural » en faisant se rencontrer les habitants ; et la volonté de faire un journal vise à diffuser les informations sur la vie locale et à « lutter contre l'isolement en milieu rural ».

Projets de création ou mise en réseau de troupes de théâtre, valorisation du patrimoine (évolution du bâti villageois, des activités locales, etc.), création d'un journal (dont un des objectifs est de servir de lien social), le domaine le plus représenté est celui de la « culture ». Vient ensuite la santé avec des actions de prévention de risques destinées aux jeunes (toxicomanie, accidents de la route en cyclomoteur ou en voiture), puis la solidari-

(2) Sensibilisation effectuée lors de la collecte de vêtements pour les sans-abri parisiens.

(3) Par exemple, soutien à un village du Burkina Faso pour la construction d'une salle de classe.



PAS À PAS

Certains itinéraires de jeunes font percevoir plus que d'autres la fécondité d'une logique d'échange et de confiance.

Samia T., villeurbannaise, est lycéenne en 1ère professionnelle (élevage canin et félin). L'été de ses 12 ans, à la suite des relations nouées entre sa famille et les équipes du Secours Catholique du Rhône, elle prend part pour la toute première fois à un camp d'enfants et adolescents « Plein vent ». Cette déclinaison des activités d'été des Scouts de France est destinée à des jeunes à la fois non membres du mouvement à longueur d'année et démunis, pour la plupart, des moyens de partir en vacances autrement. « Tout de suite, l'ambiance et les activités m'ont accrochée », raconte aujourd'hui Samia. « Dans ces camps, on apprend à vivre ensemble, à découvrir la religion des uns et des autres, et on nous donne, dans la vie du groupe, des responsabilités. ». Après plusieurs camps analogues en Isère, et certaines « étapes », calquées sur la « progression personnelle » de la pédagogie scout, Samia s'est vue proposer, en 2001-2002, de devenir co-animatrice de camp pendant deux semaines. « Je n'avais même pas encore commencé la formation BAFA », s'étonne-t-elle toujours ; et ils m'ont entièrement fait confiance ». Elle prend donc place dans l'équipe d'animateurs 6-8 ans en 2002, puis 8-12 ans en 2003. « En étant mono bénévole, j'ai l'impression de rendre un peu ce qu'on m'a donné ; et les enfants dont je suis responsable, c'est moi-même il y a quelques années ».

La solidarité, aujourd'hui, c'est le coup de main donné aux capacités de ceux dont on parle facilement comme s'ils ne pouvaient qu'être aidés, proclament depuis quelques années les responsables du Secours Catholique. Idéalisme ? Pas toujours...

Propos recueillis par Vincent Berthet

té de proximité (aide aux devoirs) ou plus lointaine (sans-abri parisiens, villageois africains).

Les projets axés sur la vie locale concernent principalement l'animation (activités festives) auprès des jeunes dans une ou plusieurs communes. Le groupe de danse implanté dans un quartier « sensible » d'une petite ville veut mobiliser des jeunes mal perçus dans leur milieu et à l'extérieur et, par la réalisation de spectacles « tournant » dans d'autres communes ou départements, les faire connaître sous des aspects plus valorisants. Un autre groupe, voulant aider des jeunes à s'insérer économiquement, a prévu de le faire par l'apprentissage de métiers du spectacle, en montant une comédie musicale (4).

Pour les jeunes, s'investir dans ces projets doit avoir pour effets « d'apprendre à travailler en groupe..., de développer (sa) créativité..., de s'inscrire dans une démarche citoyenne », autant que de rendre les jeunes « acteurs de leur propre prévention » et acteurs dans leur environnement social ou culturel. Les jeunes veulent ainsi donner une meilleure représentation de leur groupe d'âge en montrant qu'ils sont capables de prendre des initia-

(4) Là encore, une ouverture se fait vers d'autres lieux, à l'échelle du territoire régional et national, voire international.



tives, d'avoir un rôle social qui compte: « être reconnus responsables », « montrer des aspects positifs des jeunes ».

Ces intentions laissent penser que leur volonté d'agir veut aussi contrebalancer une perception moins favorable de leur groupe. Ils ne se vivent pas comme éventuels facteurs de désordre et de ruptures, mais bien comme artisans d'une socialité en difficulté.

Eliane Denécheau

Chargée de mission

Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole

Jeunes et associations DE NOUVEAUX PARCOURS D'ENGAGEMENT

Ce bref propos est issu d'une étude (1) qui s'appuie sur le traitement qualitatif d'une vingtaine d'entretiens et d'une quarantaine de questionnaires passés auprès de jeunes de 18 à 28 ans et de responsables associatifs. Les acteurs associatifs interrogés sont issus de trois types d'associations : *comprenant* des jeunes, *pour* des jeunes et *de* jeunes. Ces associations interviennent dans les secteurs de l'insertion professionnelle, de la solidarité – caritative, alphabétisation –, du développement territorial, de la sensibilisation à l'environnement, ou sont des associations scolaires ou à caractère culturel, souvent initiées par les jeunes eux-mêmes. Parmi d'autres, deux conclusions méritent d'être soulignées.

Une vision nouvelle de l'action associative

Les jeunes brouillent les repères et les significations traditionnelles de l'implication et de l'action associative ; ils remettent en cause une conception statique de la participation des jeunes, vue à travers le prisme de l'intégration citoyenne à la société civile, et une interprétation de l'engagement calquée sur le modèle du militantisme politique ou syndical.

Notamment dans les associations fondées par les jeunes, on observe un déplacement des significations de l'engagement – traditionnellement basé sur le bénévolat, gage du désintéressement – et donc du principe même de l'action associative. Chez les jeunes interrogés, l'affirmation d'intérêts personnels et privés n'est pas incompatible avec la visée d'un bien général et d'une action altruiste.

(1) Commandée par le Fonds National de Développement de la Vie Associative (FNDVA) et réalisée en 2002 par le CREPAD. Elle a abouti au rapport d'étude « Les jeunes et les associations, entre participation et engagement », Association CREPAD, FNDVA.

De ce fait, les repères qui donnent du sens à l'action ne reposent plus sur la distinction classique entre la recherche du bien public, ou général, et celle de l'intérêt particulier. Exprimer une idéologie ne se fait plus dans le seul cadre du militantisme, mais aussi à travers son activité professionnelle. Conduire des actions caritatives, qui supposent un don de soi forcément altruiste, n'est pas incompatible avec le fait d'en tirer une gratification qu'elle soit d'ordre financier ou liée à un projet professionnel personnel.

De même, par le développement d'une économie alternative ou sociale, les jeunes cherchent à concilier la contestation de l'ordre marchand dominant et la participation à l'économie de marché. Ainsi, se trouvent mis en cohérence des aspects classiquement distingués d'un « être social », où l'engagement ne se situe pas dans le cadre *stricto sensu* du militantisme, mais correspond à un projet de vie qui englobe le lieu de résidence, les relations sociales et affectives, le travail, etc.

L'engagement associatif des jeunes ne se réduit pas au projet associatif, mais considère l'économique et le salariat (même atypique) comme partie prenante de ce projet. Il cherche à concilier la nécessité d'un emploi et le respect des convictions personnelles, trop souvent opposés. Dans les discours des jeunes rencontrés, l'entrée sur le marché du travail est considérée comme une concession par rapport à des idéaux, ou comme un renoncement, alors que persiste l'envie d'être utile à la communauté ou à autrui. Cette redéfinition de l'engagement peut se comprendre par le développement de l'auto-emploi et d'un entrepreneuriat associatif (2) ; avec, pour conséquence, la recomposition de la distinction des rôles et des attributs entre bénévoles et salariés. Les premiers ne sont plus considérés comme les seuls réellement engagés, et les seconds renvoyés au rôle de simples exécutants parce que rémunérés. Ce sont parfois les salariés qui deviennent les plus pertinents dans les prises de décision, tandis que le Conseil d'Administration devient une instance de ratification.

L'engagement comme processus dynamique

L'engagement associatif des jeunes n'est pas conçu comme la mise en œuvre raisonnée de convictions élaborées et mûries préalablement, de prédispositions éthiques et structurelles qui vont trouver à s'exprimer dans telle ou telle association. L'engagement s'élabore comme un processus dynamique où la vie associative, par ses modes de fonctionnement et la sensibilisation à certains secteurs d'intervention, contribue à former des acteurs de la société civile.

Les associations croisent les parcours de jeunes à travers des problématiques d'insertion ou de carrière professionnelle (cf. les emplois-jeunes, objecteurs), dans des cursus scolaires ou de for-

(2) Qui a fait l'objet d'une autre étude commandée par le FNDVA. Cf. également l'article de V. Berthet sur les initiatives de jeunes à Grenoble.



mations, dans des activités ludiques, culturelles et conviviales où sont recherchés d'abord épanouissement personnel ou sociabilité. Sans même savoir au préalable ce qu'est une association, certains jeunes s'y retrouvent plongés et y découvrent les valeurs participatives et altruistes qui fondent, mais aussi organisent, l'action.

Sont souvent mis en avant par les jeunes l'initiation à la discussion collective, à l'expression publique d'opinions personnelles, ou à la découverte d'autres milieux sociaux. Le développement de compétences relationnelles paraît important, mais aussi l'apprentissage « sur le tas » de règles comptables et de relations aux administrations publiques, qui contribuent à former des citoyens plus éclairés sur certains rouages de la société.

C'est donc à travers la capacité qu'ont les associations à être engageantes, à diffuser des modèles d'action collective, à fournir des expériences tant relationnelles qu'opérationnelles, à prendre aux sérieux les jeunes et à leur accorder la possibilité de prendre des responsabilités, à être réactives aux préoccupations contemporaines, que peut se construire un engagement par la matrice associative. Celui-ci se comprend alors comme un processus dynamique où s'élaborent des valeurs, bien sûr, mais aussi des raisons et surtout des façons d'agir.

Colas Grollemund, Rémy Le Floch

*Chargés d'étude au Centre de Recherche,
d'Étude et de Formation à l'Animation et au Développement*

CONSEIL LOCAL DE LA JEUNESSE

L'expérience de Gennevilliers

Le Forum social européen (Paris, novembre 2003) a permis au Conseil local de la jeunesse (CLJ) de Gennevilliers de faire découvrir son expérience à un large public. Il a même attiré l'attention du journal télévisé de France 2 qui a consacré trois minutes du « 20 heures » à disserter sur le « choc des cultures » entre « jeunes des cités » et « intellectuels du FSE »... Cette participation au Forum social était effectivement une première, le CLJ de Gennevilliers étant la seule structure de ce type à participer à une rencontre dont la « démocratie participative » était pourtant un des thèmes principaux.

L'existence du Conseil local a été officialisée en octobre 2002, lors d'une rencontre de 250 jeunes placée sous le parrainage du chanteur rap Kery James. Mais les fondateurs du CLJ avaient déjà près d'un an de travail derrière eux, la municipalité (1) ayant fait le choix de « construire le CLJ avec les jeunes », plutôt que d'en

(1) Gennevilliers a une municipalité de gauche et un maire PCF NDLR



dessiner a priori les contours. De multiples réunions avaient donc vu les jeunes débattre entre eux, mais aussi avec les élus, de ce que devait être le Conseil local, ses prérogatives, son organisation, etc.

Depuis sa constitution, le CLJ a formulé un certain nombre de propositions (locaux pour les étudiants, journal jeunes...) qui ont été retenues par la municipalité. Le « noyau dur » de ses membres a participé activement au processus des « Assises pour Gennevilliers », vaste consultation destinée à recueillir les avis des habitants sur la manière dont ils souhaiteraient voir évoluer leur ville sur le long terme.

En matière de projets, la solidarité internationale a été un des terrains de prédilection du CLJ, que ce soit à travers les échanges avec les jeunes d'Al Bireh (ville de Palestine ayant un cadre de coopération avec Gennevilliers) ou l'organisation d'une collecte de matériel pour les sinistrés du tremblement de terre en Algérie et son acheminement sur place.

Les membres du Conseil local ont pris une initiative originale sur le plan culturel, certains d'entre eux créant une troupe de théâtre amateur pour jouer une version remaniée (et désopilante) des « Noces de Figaro ». Ils semblent devoir faire école, le théâtre n'apparaissant plus comme « un truc de bouffons », et d'autres jeunes semblant prêts à se laisser tenter.

Même s'il n'a pas échappé aux difficultés inhérentes à ce genre de structures (en particulier l'étiollement des effectifs) et avoue avoir « manqué de lisibilité » auprès de la masse des jeunes, le CLJ présente un bilan impressionnant (qui va largement au delà des quelques exemples cités) après un an de fonctionnement effectif.

Les interventions de ses membres, lors de multiples rencontres comme dans les médias, ont montré le degré de maturité qu'ils ont atteint. Les membres du Conseil portent d'ailleurs à son crédit d'avoir pu leur permettre d'acquérir une véritable formation « politique ». C'est donc tout naturellement qu'ils ont investi leur expérience dans le champ associatif en créant deux structures qui mènent des activités éducatives (soutien scolaire), culturelles (CD de rap) et sportives (tournois de foot en salle) en direction de la jeunesse gennevilloise.

Il leur reste maintenant à passer le relais à la génération montante. C'est le sens qu'ils ont donné au premier anniversaire du Conseil local de la jeunesse, qui a réuni plus de 300 personnes, le 10 novembre 2003.

Raymond Debord

*Adjoint au responsable du service municipal
de la jeunesse de Gennevilliers*